

L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu

I. SYNTHÈSE

Les Forces démocratiques alliées-Armée nationale de libération de l'Ouganda (ADF-Nalu) sont un des groupes armés les plus anciens et les moins connus de l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) et le seul de cette région à être considéré comme une organisation terroriste appartenant à la nébuleuse islamiste d'Afrique de l'Est. S'ils ne constituent pas une menace déstabilisatrice comme le Mouvement du 23 mars (M23), ils tiennent cependant tête à l'armée congolaise depuis 2010. Créé en RDC en 1995 et situé aux confins montagneux de la RDC et de l'Ouganda, ce groupe armé congolo-ougandais fait preuve d'une extraordinaire résilience qui tient à sa position géostratégique, son insertion dans l'économie transfrontalière et la corruption des forces de sécurité. Par conséquent, avant d'envisager toute nouvelle intervention militaire contre les ADF-Nalu, il convient de faire la part du mythe et de la réalité et de réduire sa base socioéconomique tout en proposant une offre de démobilisation et de réinsertion à ses combattants.

Agrégat de plusieurs mouvements armés soutenus par des acteurs extérieurs – le Zaïre de Mobutu Sese Seko et le Soudan de Hassan al-Tourabi –, les ADF-Nalu luttaient initialement contre le régime ougandais de Yoweri Museveni, mais ils ne sont jamais parvenus à s'y implanter. Mouvement d'origine ougandaise, il s'est enraciné dans l'Est de la RDC et, plus particulièrement, dans des zones montagneuses difficiles d'accès. S'insérant dans la population locale et les circuits du commerce transfrontalier, il a noué des relations avec divers groupes armés de l'Est de la RDC ainsi qu'avec les autorités civiles et militaires ougandaises et congolaises. Cette implantation dans une zone grise a permis aux soldats perdus des ADF-Nalu de survivre sans gagner une bataille depuis plus de quinze ans et d'avoir été vaincus à plusieurs reprises mais jamais neutralisés.

Grâce à leur dirigeant, Jamil Mukulu, un chrétien converti à l'islam, les ADF-Nalu ont cessé d'être un problème congolo-ougandais pour prendre une dimension régionale en tant qu'élément de la nébuleuse islamiste radicale en Afrique de l'Est. Toutefois, d'une part, il subsiste de nombreuses zones d'ombre sur les liens entre les ADF-Nalu et

les organisations islamistes radicales de la région et, d'autre part, l'islamisme de ce groupe armé paraît superficiel.

Alors que la lutte contre les groupes armés dans l'Est de la RDC continue à être appréhendée dans une perspective militaire, il convient d'éviter une autre opération inutile. La Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL), les Nations unies, la RDC et l'Ouganda ne doivent pas envisager la lutte contre ce groupe comme une campagne militaire et doivent promouvoir une autre approche qui comprend :

- ❑ L'élaboration d'une stratégie fondée sur le renseignement qui vise à neutraliser les réseaux économiques et logistiques transfrontaliers des ADF-Nalu. Pour ce faire, les officiers du mécanisme de vérification conjoint de la frontière déployés par la CIRGL en 2012 et le groupe des experts des Nations unies doivent travailler de concert pour produire une étude précise de ces réseaux, qui permettra de définir la stratégie adéquate pour saper la base économique et logistique du groupe armé.
- ❑ L'inscription des responsables des réseaux de soutien des ADF-Nalu, aussi bien en RDC qu'à l'extérieur, sur la liste des personnes qui soutiennent les groupes armés et font l'objet de sanctions onusiennes. Les militaires congolais et ougandais complices de ces réseaux ainsi identifiés doivent être sanctionnés par les autorités de leur pays.
- ❑ Des rotations régulières des officiers congolais et ougandais déployés dans cette région.
- ❑ Un programme de démobilisation et de réinsertion pour les combattants congolais et ougandais prêts à se rendre, après avoir mené des enquêtes sur les éventuels crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par ces derniers. Pour ce faire, la Monusco devrait lancer un appel aux bailleurs de fonds afin de refinancer son programme de désarmement et réintégration (DDRRR) pour les combattants ADF-Nalu congolais.
- ❑ L'autorisation immédiate pour les villageois des zones d'Erengeti et Oïcha de reprendre les travaux agricoles, suspendus par les autorités militaires.

II. UN GROUPE ARME PRESQUE COMME LES AUTRES

Dès sa création en 1995, l'ADF-Nalu est le produit des luttes internes ougandaises et de la géopolitique régionale.¹ Il regroupe alors deux mouvements armés opposés au régime de Yoweri Museveni.² Repoussés par l'armée ougandaise, ces mouvements trouvent refuge chez le bienveillant voisin congolais où ils fusionnent et forment une rébellion hybride qui naît en RDC et s'y implante, faute d'avoir pu s'établir en Ouganda. Contenues par l'armée ougandaise mais installées dans une région frontalière montagneuse et difficile d'accès,³ les ADF-Nalu trouvent dans cette zone grise⁴ qu'est l'Est congolais un terrain propice à sa survie. Dans un contexte d'effondrement de l'Etat central, ce mouvement se fonde alors dans la myriade de groupes armés qui forment la géopolitique rebelle, convulsive et violente de cette région et dans laquelle il évolue toujours aujourd'hui.

A. GENESE D'UNE REBELLION ENTRE DEFAITE INTERIEURE ET SOUTIEN EXTERIEUR

En septembre 1995, à Beni dans la province congolaise du Nord Kivu, Yusuf Kabanda, un des dirigeants de l'opposition musulmane ougandaise armée, scelle avec le commandant Ali Ngaimoko de l'Armée nationale pour la libération de l'Ouganda (Nalu) une alliance dénommée les Forces démocratiques alliées-Armée nationale pour la libération de l'Ouganda (ADF-Nalu). Conclue hors de l'Ouganda avec l'aide des services secrets soudanais et congolais, cette alliance regroupe deux mouvements défaits par l'armée régulière dénommée Force populaire de défense de l'Ouganda (UPDF). Sans liens idéologiques ni opérationnels préalables, ces deux mouvements ont en commun d'être opposés au régime ougandais, de se trouver au même moment sur le sol congolais et d'être proches,

¹ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°14, *Uganda and Rwanda: Friends or Enemies?*, 4 mai 2000. Pour plus de détails voir les rapports Afrique de Crisis Group N°165, *Congo : Pas de stabilité au Kivu malgré le rapprochement avec le Rwanda*, 16 novembre 2010 ; N°182, *The Lord's Resistance Army: End Game?*, 17 novembre 2011 ; et N°188, *L'or noir au Congo : risque d'instabilité ou opportunité de développement?*, 11 juillet 2012.

² Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°187, *Uganda : No Resolution to Growing Tensions*, 5 avril 2012.

³ Voir la carte en annexe A.

⁴ Les zones grises sont des espaces géographiques caractérisés par une insécurité récurrente et un déficit de contrôle étatique. Pour plus de détails, voir Phillipe Moreau Defarges, « La gestion de zones grises », Ramsès 2003, p. 59-70 et Gaïdz Minasian, *Zones grises, quand les Etats perdent le contrôle* (Paris, 2011).

chacun de leur côté, d'ennemis de Kampala : les régimes soudanais d'al-Tourabi et congolais de Mobutu.⁵

1. L'armée nationale pour la libération de l'Ouganda

Les racines historiques des ADF-Nalu renvoient au premier mouvement indépendantiste Rwenzururu dont le creuset ethnique est la communauté bakonzo, une tribu minoritaire de l'Ouest de l'Ouganda.⁶ Le précédent historique du mouvement armé Rwenzururu, un des sécessionnismes de l'indépendance ougandaise, a facilité l'implantation et le développement de la Nalu.⁷ Le mouvement se mue en guérilla de basse intensité de 1967 à 1982, avec pour objectif la reconnaissance par le pouvoir central de Kampala du royaume de Rwenzururu. Sa lutte s'achève officiellement le 15 août 1982, date à laquelle Charles Wesley Irema-

⁵ Gérard Prunier, « L'Ouganda et les guerres congolaises », *Politique africaine*, no. 75 (octobre 1999), p. 43-59 ; Arsène Mwaka Bwenge, « Les milices Mayi-mayi à l'Est de la République Démocratique du Congo : Dynamique d'une gouvernmentalité en situation de crise », *Revue africaine de sociologie*, no. 7 (2003), p. 73-94 ; Arye Oded, « Islam et politique en Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et Tanzanie) », *Outre-Terre*, no. 11 (2005), p. 189-194 ; Lindsay Scorgie, « Peripheral Pariah or Regional Rebel?: The Allied Democratic Forces in the Uganda/Congo Borderland », University of Cambridge, mars 2011.

⁶ Avec leurs cousins nande qui sont de l'autre côté de la frontière en RDC, les Bakonzo forment l'ethnie bayira. Bakonzo et Nande constituent un groupe ethnique transfrontalier qui entretient des relations très étroites (reconnaissance de la même autorité traditionnelle, rassemblement annuel des notables des deux groupes, etc.) et qui a su tirer profit de sa position transfrontalière en tissant un large réseau commercial. Les Bakonzo sont opposés au gouvernement central de Kampala dès la période coloniale. En 1950, suite au rejet par l'administration britannique de la création d'un district des Bakonzo, le mouvement armé Rwenzururu apparaît. Opposés au pouvoir issu de la décolonisation, les bakonzo créent le royaume de Rwenzururu le 30 juin 1962. Celui-ci s'autoproclame indépendant le 15 août 1962 et Isaya Mukiriana en devient le roi. Ce premier mouvement insurrectionnel auquel doit faire face le gouvernement ougandais tout juste indépendant est violemment réprimé par l'armée. En 1964, Kampala a repris le contrôle de cette partie du pays tandis que les combattants du Rwenzururu se réfugient dans les monts Rwenzori, à la frontière congolo-ougandaise, dans une zone montagneuse difficile d'accès où le mouvement installe son royaume indépendant. En septembre 1967, l'armée détruit le camp où siégeait le roi du Rwenzururu et disperse la population. Cecilia Pennacini, Herman Wittenberg, *Rwenzori, Histories and Culture of an African Mountain* (Kampala, 2008). Pour plus de détails sur le mouvement du Rwenzururu, voir Mahamood Mamdani, *Citoyen et sujet : L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif* (Paris, 2004).

⁷ Voir l'annexe D pour la chronologie des mouvements armés de cette région.

Ngoma Willingly, l'Omusinga⁸ des Bakonzo, rejoint le gouvernement de Milton Obote, qui octroie l'autonomie au royaume de Rwenzururu à défaut d'indépendance.⁹ Néanmoins, à peine quatre ans plus tard, un autre groupe armé opposé à Kampala, la Nalu, s'installe dans l'ancienne zone d'activité du Rwenzururu et noue des contacts avec ses dirigeants et ses ex-combattants.

Après la chute du régime de Milton Obote en 1986 au profit de Yoweri Museveni, le responsable des services de renseignements du régime déchu, Amon Bazira,¹⁰ crée la Nalu. Cette organisation est un rassemblement de fidèles de Milton Obote, mais aussi d'Idi Amin Dada. En quête de soutiens et fort de ses précédents contacts avec le Rwenzururu, Bazira fait appel à Charles Wesley Irema-Ngoma Willingly, sans toutefois obtenir le ralliement de l'ensemble des anciens combattants du mouvement.¹¹ Il est rejoint par Richard Tinyamusitu, le commandant militaire du Rwenzururu, mais son ralliement se fait à titre individuel.¹² Quant à Charles Wesley Irema-Ngoma Willingly, son soutien à la Nalu est de courte durée puisqu'il se rallie à Museveni dès 1988.

A sa création, la Nalu est soutenue financièrement et militairement par les pouvoirs congolais et kenyan qui se méfient de Museveni. A partir de 1988, elle est chassée d'Ouganda par l'armée et s'établit dans les territoires con-

golais de Beni et du Lubero.¹³ En plus d'anciens éléments du Rwenzururu, elle récupère des combattants congolais comme les Maï-Maï Kasindiens. Installé autour de la ville frontalière de Kasindi entre l'Ouganda et la RDC, au pied des monts Rwenzori,¹⁴ ce groupe est dirigé par Enoch Nyamwisi.¹⁵ La Nalu intègre aussi dans ses rangs des anciens combattants de la rébellion Simba de 1964 créée par Gaston Soumialot, ce qui en fait un mouvement congolo-ougandais.¹⁶

En 1990, la Nalu entame sa première campagne d'envoie et commet 43 attentats à la grenade à Kampala et Jinga. Le 5 juillet 1991, l'armée ougandaise tue un des dirigeants du Rwenzururu dans un accrochage avec des éléments de la Nalu. Toutefois, bien que la branche Rwenzururu de la Nalu soit décapitée, cela ne l'empêche pas de continuer ses opérations. En 1992, le groupe attaque la capitale du district de Kasese. Cette offensive est rapidement contenue par l'armée ougandaise, qui reprend Kasese en quelques jours. En août 1993, Amon Bazira est assassiné à Nakuru, au Kenya. La disparition de son fondateur marque la fin de la période d'activité de la Nalu.¹⁷

⁸ L'Omusinga est le titre du roi des Bakonzo d'Ouganda et des Nande de la RDC.

⁹ Le 15 août 1982, Charles Wesley Irema-Ngoma Willingly rejoint le gouvernement de Milton Obote comme chef des anciens du district de Kasese. L'administration ougandaise dans le royaume autonome de Rwenzururu devient alors le monopole des Bakonzo. Le royaume est finalement reconnu par le gouvernement ougandais en 2008. Le 19 octobre 2009, Charles Wesley Mumbere, fils de Charles Wesley Irema-Ngoma Willingly, est officiellement couronné Omusinga du royaume de Rwenzururu.

¹⁰ Né en 1944, Amon Bazira fait partie de l'opposition à Amin Dada. A la chute de ce dernier en 1979, il est nommé directeur adjoint des services de renseignements ougandais dans le régime Obote 2. De 1980 à 1982, il mène les négociations avec le mouvement sécessionniste Rwenzururu. En 1986, à la chute d'Obote, il crée l'Armée nationale pour la libération de l'Ouganda (Nalu). Pour plus de détails, voir Tom Stacey, *Tribe: The Hidden History of Mountains of the Moon* (London, 2003).

¹¹ Le mouvement Rwenzururu a appuyé l'Armée de résistance populaire de Yoweri Museveni en 1986 lors de la formation du deuxième front dans l'Ouest de l'Ouganda. De ce fait, le mouvement n'a pas rejoint officiellement la Nalu de Bazira pour lutter contre le régime de Museveni. Toutefois, après l'accession de ce dernier au pouvoir, les combattants ont été laissés libres de rejoindre la Nalu à titre individuel. Entretiens de Crisis Group, anciens combattants du mouvement Rwenzururu, Kasese, 3 mai 2012.

¹² Entretiens de Crisis Group, anciens combattants du mouvement Rwenzururu, Kasese, 3 mai 2012.

¹³ Entretien de Crisis Group, représentants des autorités administratives, Beni, 18 avril 2012.

¹⁴ Les Maï-Maï Kasindiens apparaissent au cours des années 1980 dans les contreforts des monts Rwenzori. Les Maï-Maï Kasindiens sont avant tout une milice qui entretient l'insécurité le long de la frontière afin de dissimuler les activités illégales de commerçants nande et ougandais (commerce du café, ivoire, drogue et armes). Koen Vlassenroot, « Violence et constitution de milices dans l'Est du Congo : le cas des Mayi-Mayi », *L'Afrique des Grands Lacs annuelle 2001-2002* (Paris, 2003), p. 115-152.

¹⁵ Enoch Nyamwisi Muvingi, un des membres fondateurs des Maï-Maï Kasindiens, est une personnalité politique de premier plan de l'ethnie nande. De 1976 à 1987, il est conseiller de plusieurs hommes politiques, ministres et du gouverneur de la ville de Kinshasa. De 1987 à 1990, il est secrétaire exécutif du parti de Mobutu pour la jeunesse et les sports puis ministre de la Jeunesse et des Sports de 1991 à 1992. Il est assassiné le 5 janvier 1993 à Butembo. Entretiens de Crisis Group, représentants des autorités administratives, Beni, 18 avril 2012.

¹⁶ En 1964, la rébellion Simba de Gaston Soumialot prend le contrôle de l'Est du pays et, à Stanleyville (l'actuelle Kisangani), elle constitue un gouvernement concurrent à celui de la capitale. Cette rébellion est vaincue grâce à l'aide militaire étrangère, notamment belge. Pour plus de détails, voir Alphonse Makengo Nkutu, *Les institutions politiques de la RDC : De l'état indépendant du Congo à la république du Zaïre (1885-1990)* (Paris, 2010).

¹⁷ « Uganda rebel chief murdered in Kenya », *Los Angeles Times*, 21 août 1993. Entretiens de Crisis Group, vétérans de l'armée ougandaise, Kampala, 2 mai 2012.

2. La composante musulmane des ADF-Nalu : les Forces démocratiques alliées

Après la chute d'Amin Dada en 1979, les musulmans ougandais sont opprimés par les régimes de Milton Obote puis de Yoweri Museveni. Dans les années 1980, le mouvement religieux musulman Tabligh¹⁸ utilise cette oppression et l'appui financier du gouvernement soudanais pour recruter au sein de la jeunesse ougandaise et devenir une structure importante dans la communauté musulmane locale. La lutte pour la domination de l'espace religieux qui s'ensuit se traduit par des violences.¹⁹

Le 22 mars 1991, à Kampala, les membres du Tabligh affrontent ceux du Conseil supérieur des musulmans ougandais (UMSC),²⁰ faisant cinq morts dont quatre policiers.²¹ A la suite de ces violences, les dirigeants du Tabligh, dont Jamil Mukulu qui est à la tête des jeunes du mouvement, sont emprisonnés de 1991 à 1993. Après leur libération, les membres du groupe, dirigé par Sheikh Sulaiman Kakeeto, s'installent à Hoima, dans l'Ouest de l'Ouganda. C'est là qu'ils créent, en 1994, le Mouvement des combattants ougandais pour la liberté (UFFM),²² qui reçoit

¹⁸ La secte Tabligh est un mouvement musulman apparu en 1920 dans le sous-continent indien qui prône une interprétation très littérale et orthodoxe de l'islam. Cette secte s'est implantée dans les années 1970 en Ouganda. Au départ très minoritaire dans la communauté musulmane ougandaise, le Tabligh fait parler de lui pour la première fois lors des incidents qui opposent ses membres à la police ougandaise. Pour plus de détails, voir « Tablighi Jamaat », *World Almanach of Islamism*, American Foreign Policy Council, 14 juillet 2011 ; le rapport Afrique de Crisis Group N°92, *Islamist Terrorism in the Sahel: Fact or Fiction?*, 31 mars 2005 et le rapport Asie de Crisis Group N°216, *Islamic Parties in Pakistan*, 12 décembre 2011.

¹⁹ L'élection à la tête du Conseil supérieur des musulmans ougandais (UMSC) d'un mufti issu d'une mouvance opposée au Tabligh en 1989 est interprétée par Sheik Sulaiman Kakeeto, le dirigeant du Tabligh en Ouganda, comme une ingérence dans les affaires musulmanes. « Islamic Fundamentalism in Uganda. A Case Study of the Tabligh Youth Movement », Centre for Basic Research, 1993. Entretien de Crisis Group, membres de la communauté musulmane ougandaise, Kampala, 10 avril 2012.

²⁰ Le Conseil supérieur des musulmans ougandais a été créé en 1971. C'est un organe administratif de représentation de la communauté musulmane auprès du gouvernement. Dès sa création sous le règne d'Idi Amin Dada, lui-même musulman, l'UMSC est perçu comme un organe politique.

²¹ Entretien de Crisis Group, membre du Conseil supérieur des musulmans ougandais, Kampala, 10 mars 2012.

²² L'UFFM est aussi connu sous le nom de l'Armée musulmane de libération de l'Ouganda (MULA). Le gouvernement ougandais ne reconnaît que l'appellation MULA, l'appellation UFFM étant utilisée par les membres des ADF-Nalu. « Uganda: Benz spills ADF secrets », *New Vision*, 31 décembre 2000 ; « Uganda: The Allied Defence Forces (ADF) in Uganda including leaders, goals, objectives, and whether or not members and supporters are harassed by the government (1995-2002) »,

immédiatement une aide du régime de Khartoum.²³ Kampala réagit alors en détruisant leur camp d'entraînement en 1995.

Suite à la destruction de leur base, les membres de l'UFFM se réfugient dans la ville congolaise de Bunia, proche de la frontière ougandaise, où ils continuent à recevoir un appui de la part du Soudan.²⁴ Les chefs de la secte Tabligh en Ouganda, dont Sheikh Sulaiman Kakeeto et Jamil Mukulu, s'enfuient au Kenya et en Tanzanie.²⁵ En septembre 1995, le commandant Ngaimoko, un dirigeant de la Nalu, et Yusuf Kabanda, un compagnon de Jamil Mukulu, forment une alliance entre leurs deux mouvements qu'ils nomment les Forces alliées démocratiques-Armée nationale pour la libération de l'Ouganda (ADF-Nalu). Les combattants musulmans stationnés à Bunia sont amenés par avion à Beni, où ils sont installés avec la Nalu. Ils sont accueillis et encadrés par le colonel Ebamba et le major Mayala.²⁶ Durant cette période, les ADF-Nalu recrutent ouvertement avec le soutien du gouvernement congolais, de préférence dans la communauté musulmane de Beni.²⁷ A cette époque, selon les services de renseignements ougandais, Jamil Mukulu s'installe à Khartoum.²⁸

Les ADF-Nalu sont rapidement relocalisées à Rugeti, dans le territoire de Beni, au Nord Kivu, où ils nouent des liens avec la population locale. Lorsque les troupes de l'Alliance des forces démocratiques de libération (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila entrent dans le territoire de Beni, les ADF-Nalu, alliées au régime de Mobutu, se retirent dans les monts Rwenzori avec une grande partie de la population.²⁹

C'est en 1996 que cette alliance contre le régime de Yoweri Museveni commence à faire parler d'elle à la fron-

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 25 janvier 2002 ; Hans Romkema, « Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo. Cas des FDLR, FNL et ADF/NALU », Programme multipays de démobilisation et réintégration, juin 2007.

²³ « Uganda: Country plots to counter Sudanese support to rebels », the declassified files, *The Independent*, 6 janvier 2012.

²⁴ Prunier, op. cit. ; Howard Adelman, Govind C. Rao, *War and Peace in Zaire-Congo: Analyzing and Evaluating Intervention, 1996-1997* (Trenton, 2004), p. 45-46 ; Colonel Peter F. Magosi, « What are the challenges facing the future of African standby force », USAWC Strategy Research Project, U.S. Army War College, 30 mars 2007, p. 7.

²⁵ Entretien de Crisis Group, vétérans de l'armée ougandaise, Kampala, 2 mai 2012.

²⁶ Entretien de Crisis Group, représentants des autorités administratives, Beni, 18 avril 2012.

²⁷ Ibid.

²⁸ « Uganda: Country plots to counter Sudanese support to rebels », op. cit.

²⁹ Entretien de Crisis Group, représentants des autorités administratives, Beni, 18 avril 2012.

tière congolo-ougandaise. En mai, selon les services de sécurité ougandais, certains de ses combattants sont amenés à Khartoum pour y recevoir un entraînement de trois mois avec des membres du Front de la rive ouest du Nile (WNBF) et de l'Armée de résistance du seigneur (LRA).³⁰ Le 13 novembre, les ADF-Nalu lancent leur première opération militaire en attaquant le poste frontière de Mpondwe et en prenant le contrôle de la ville de Mbwera.³¹ A partir du territoire congolais, ils s'infiltrèrent dans les districts ougandais de Kabarole, Bundibugiyi et Kasese, où leurs premiers objectifs sont des postes de police et des bâtiments administratifs.

B. UNE REBELLION DEFAITE MAIS INVAINCUE

Sans ancrage populaire, l'histoire des ADF-Nalu face au régime ougandais est celle d'un échec répété. Coïncé en RDC, le mouvement se « congolise » et vivote entre commerce transfrontalier, prédation locale et démotivation. Il perd sa composante Nalu en 2007 et, après avoir été ignoré pendant plusieurs années, il redevient actif en 2010 à la faveur d'une offensive de l'armée congolaise. Sa lutte se déplace alors du terrain ougandais au terrain congolais.

1. Les ADF-Nalu contre l'Ouganda : histoire d'un échec répété

En 1996, les effectifs des ADF-Nalu sont estimés entre 4 000 et 5 000 combattants.³² Leurs opérations sont concentrées dans les districts de Kasese et Bundibugoyi, le long de la frontière avec la RDC. A cette période, c'est Yusuf Kabanda qui dirige le mouvement depuis le Lubero, en RDC, Jamil Mukulu n'étant que son second. Chris Mnyangongo Tushabe, dit commandant Benz, un sergent déserteur de l'armée ougandaise ayant reçu un entraînement au Soudan, dirige les opérations lancées depuis la RDC.³³

En juin 1997, la première opération d'envergure des ADF-Nalu vise à s'emparer de la ville de Bundibugoyi mais ils sont repoussés par les forces ougandaises. Par la suite, ils mènent des recrutements forcés dans des écoles en 1998 et attaquent la prison de Katojo en 1999.³⁴ Accumulant les

échecs militaires et incapables de prendre pied en Ouganda, ils s'attaquent alors aux populations civiles afin de les contraindre à coopérer.³⁵ Ils frappent également le centre du pouvoir : Kampala. Le 14 février 1999, les attentats à la bombe dans deux restaurants de la capitale ougandaise sont le point de départ de leur campagne de terreur urbaine.³⁶ Entre avril et juin 1999, les ADF-Nalu organisent sept attentats à la grenade ou la bombe artisanale à Kampala.³⁷

Le gouvernement ougandais déploie tout d'abord des troupes dans les centres urbains le long de l'axe menant de Fort-Portal à Kasese. Cette première réponse est sans grand effet, les ADF-Nalu utilisant les monts Rwenzori comme sanctuaire et les forces ougandaises n'étant ni équipées ni préparées pour un affrontement en moyenne et haute montagne.³⁸ Avec l'accord du président congolais de l'époque, Laurent-Désiré Kabila, l'Ouganda déploie des troupes au nord de la province du Nord Kivu dès fin 1997.³⁹ Ce déploiement est formalisé par un accord sur la sécurité des frontières signé le 27 avril 1998.⁴⁰

Le 9 novembre 1999, avec le concours d'anciens combattants Rwenzururu,⁴¹ l'armée ougandaise lance une large

360 prisonniers accusés d'avoir participé à des actes terroristes. Global terrorism data base, National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START), University of Maryland, 2012.

³⁵ Les ADF-Nalu multiplient les attaques sur les villages non protégés par l'armée et la police ougandaises. Ils s'illustrent par des exécutions sommaires, des mutilations, des enlèvements, l'installation de mines antipersonnelles dans les champs et sur les axes routiers ruraux. Pour plus de détails, voir « Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo », op. cit., p. 82.

³⁶ En 1997, une première tentative d'attentat à Kampala par les ADF-Nalu s'était soldée par un échec, la bombe artisanale ayant explosé prématurément dans leur cache. « Sudan government trains ADF rebels », the declassified files, *The Independent*, 7 avril 2009.

³⁷ Les ADF-Nalu organisent des attentats les 10, 11 et 25 avril 1999 puis les 1^{er}, 7, 8 et 30 mai 1999. Ces attentats font onze morts et 42 blessés. Global terrorism database, op. cit.

³⁸ Les monts Rwenzori culminent à 5 109 mètres d'altitude. Longs de 120 kilomètres et larges de 65 kilomètres, ils sont composés de six massifs séparés par des vallées.

³⁹ En décembre 1997, l'armée ougandaise a déployé deux bataillons sur le territoire congolais en collaboration avec les forces congolaises. « Consentement donné par le Congo entre mai 1997 et août 1998 », Cour internationale de justice, CR 2005/8, 19 avril 2005, paragraphes 12 et 13, p. 10.

⁴⁰ « Uganda's responses to judge questions », Case concerning armed activities on the territory of Congo, Democratic Republic of Congo versus Uganda, Cour internationale de justice, 6 mai 2005.

⁴¹ Entretien de Crisis Group, anciens combattants du Rwenzururu, Kasese, 3 mai 2012.

³⁰ « Uganda: Country plots to counter Sudanese support to rebels », op. cit.

³¹ « Uganda: Humanitarian Situation Report », Integrated Regional Information Networks (IRIN), 15 mars 1997.

³² « ADF Cleaning Out the Closet: Armed Groups in the Great Lakes Region », Institut d'études de sécurité, 8 octobre 2009.

³³ Entretien de Crisis Group, vétérans de l'armée ougandaise, Kampala, 2 mai 2012.

³⁴ Le 20 février 1998, les ADF-Nalu enlèvent 30 enfants lors de l'attaque de l'école des adventistes du septième jour à Mitandi dans le district de Kasese. Le 8 juin, ils attaquent le collège technique de Kitchanga où ils enlèvent 80 étudiants et 90 enfants. Le 9 décembre 1999, ils attaquent la prison de Katojo et libèrent

opération de ratissage des monts Rwenzori : l'opération Mountain Sweep. Durant cette opération, un grand nombre de combattants ADF-Nalu, mais surtout certains de leurs commandants sont capturés ou tués.⁴² Parallèlement, le gouvernement ougandais s'attaque à leurs sources de financement présumées. Le 1^{er} avril 1999, la Greenland Bank, que le gouvernement ougandais accuse d'entretenir des liens avec les ADF-Nalu, est fermée par la Banque centrale ougandaise pour insolvabilité et dettes. Le directeur de la Greenland Bank a toutefois toujours insisté sur le fait que la fermeture de son établissement était politique et nié tout lien avec les ADF/Nalu.⁴³ Le 14 janvier 2000, le général Kazini annonce que l'objectif de l'armée de couper les ADF-Nalu de leur soutien logistique soudanais en RDC est atteint.⁴⁴ Entre 1998 et 2000, les attaques du groupe ont fait un millier de victimes, déplacé 150 000 personnes, dont 85 pour cent de la population du district de Bundibugo, et fait baisser les revenus fiscaux du district de Kasese de 75 pour cent.⁴⁵

Coupés de leurs soutiens soudanais, les ADF-Nalu se réorganisent et se rapprochent de groupes armés opérant sur le territoire congolais : le Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma (RCD-Goma) au Nord Kivu et le Mouvement révolutionnaire congolais (MRC) en Ituri, tous deux alliés au Rwanda.⁴⁶ Ils se financent en recourant au banditisme et déplacent une partie de leurs troupes vers l'Ituri.⁴⁷ Ils prennent aussi contact avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe rebelle opposé au régime de Paul Kagame.⁴⁸

Les ADF-Nalu continuent leur campagne d'attentats à Kampala⁴⁹ mais subissent de nombreux revers dans les

monts Rwenzori.⁵⁰ En 2001, une tentative de négociation avec le gouvernement ougandais, qui s'est doté d'une loi d'amnistie pour les combattants des groupes armés en 2000, échoue.⁵¹ A partir de cette année, l'armée estime que les ADF-Nalu ne comptent plus qu'une centaine de combattants et ne représentent donc plus une menace significative.⁵²

2. Des ADF-Nalu aux ADF : de la lutte contre l'Ouganda à la lutte contre la RDC

Fin des opérations contre l'Ouganda : la Nalu dépose les armes

En décembre 2005, les Nations unies et les Forces armées de la RDC (FARDC) lancent l'opération North Night Final contre les bases des ADF-Nalu. Les principaux camps sont détruits et environ 90 combattants sont tués.⁵³ Toutefois, ayant été prévenus, les dirigeants s'échappent et disparaissent dans les monts Rwenzori.⁵⁴ C'est la première fois que Kinshasa se retourne contre le mouvement qu'il a contribué à créer dix ans auparavant et, deux ans plus tard, les ADF-Nalu se réduisent aux ADF.⁵⁵

Leurs activités redeviennent significatives en 2007 mais les opérations d'infiltration de l'Ouganda sont toutes contrées par l'armée.⁵⁶ A cette occasion, Kampala accuse la Mission des Nations unies au Congo (Monuc) et le gouvernement congolais de ne rien faire pour empêcher les ADF-Nalu de se reformer. De son côté, Kinshasa accuse

⁴² Le 19 mai 2000, l'armée ougandaise annonce la capture d'Ali Bwambale Mulimatel et Bihama Kule, respectivement secrétaire général et responsable des relations extérieures des ADF-Nalu, ainsi que quatre autres commandants du groupe.

⁴³ « Ugandan central bank closes down Greenland Bank », BBC, 1^{er} avril 1999. « Dr Kiggundu: why my bank was closed », *The Observer*, 25 juin 2008.

⁴⁴ « Uganda: Congo mission a success – Kazini », *New Vision*, 14 janvier 2000.

⁴⁵ Hans Romkema, « Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo », op. cit. ; Conflict and Transition Consultancies, juin 2007, p. 73.

⁴⁶ « Intelligence analyses Rwanda role on ADF », the declassified files, *The Independent*, 11 février 2009.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ « CMI fears attacks from Rwanda-backed rebels part 1 and 2 », the declassified files, *The Independent*, 3 février 2012.

⁴⁹ Les Nations unies estiment qu'entre 1997 et 2001, 50 personnes sont mortes et plus de 200 ont été blessées dans des attaques terroristes conduites par les ADF-Nalu à Kampala. « Letter dated 23 October 2003 from the chairman of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1373 (2001) concerning counter terrorism addressed to the president

of the Security Council », Conseil de sécurité, S/2003/1041, 27 octobre 2003, p. 3.

⁵⁰ En avril 2001, les troupes ougandaises prennent le quartier général des ADF-Nalu à Kaminbyo. « Uganda: Army overruns rebel headquarters », IRIN, 6 avril 2001. En mai de la même année, ils tuent l'aide de camp de Kabanda ainsi que Wilson Kireru, dit Kilama, le chef des équipes de reconnaissance, et Muloberyo Mukyeza Watoto, le chef des renseignements. « Army kills ADF chief's bodyguards in Congo », *New Vision*, 14 mai 2001.

⁵¹ « Intelligence analyses Rwanda role on ADF », op. cit., paragraphe 3, p. 6.

⁵² « Uganda: Army overruns rebel headquarters », IRIN, 6 avril 2001.

⁵³ Entretiens de Crisis Group, personnel de la Monusco, avril 2012.

⁵⁴ Entretiens de Crisis Group, vétérans de l'armée ougandaise et anciens combattants des ADF-Nalu, Kampala et Beni, avril 2012.

⁵⁵ A partir de 2007, même si elle est encore utilisée dans les articles de presse, l'appellation ADF-Nalu ne se justifie plus.

⁵⁶ Le 15 mars 2007, l'armée ougandaise tue deux combattants des ADF-Nalu dans le district de Mubende. Le 23 mars, elle en tue deux autres dans le district de Bundibuyo. Le 27 mars, elle en tue 34 et fait prisonniers cinq commandants, dont trois commandants en chef. Parmi les commandants tués, se trouve Balao Isiko, le commandant en second du groupe. « Army kills most wanted ADF rebel », *New Vision*, 29 mars 2007.

l'armée ougandaise de faire des incursions sur son territoire.⁵⁷ Cette année-là, plusieurs incidents frontaliers mettent aux prises les armées des deux pays.⁵⁸

En mars 2007, les ADF-Nalu prennent langue avec la Monuc afin de négocier leur reddition. Si ces négociations échouent, les revers militaires de mars et avril et l'amnistie de sept prisonniers du groupe en novembre⁵⁹ ont un impact fort sur les combattants. Deux cents d'entre eux se rendent le 4 décembre.⁶⁰ Sept membres du groupe, qui se présentent comme les derniers chefs de la composante Nalu, abandonnent également le combat et bénéficient du programme de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion (DDRRR) de la Monuc.⁶¹ A partir de cette date, Jamil Mukulu, qui était déjà chef militaire des ADF, devient alors le seul dirigeant du groupe avec un médecin traditionnel issu des ex-Rwenzuru. Les ADF-Nalu cessent alors d'exister en tant qu'alliance de deux mouvements.⁶² Le 17 mars 2008, le président ougandais reconnaît l'existence du royaume de Rwenzuru,⁶³ répondant ainsi à une des principales revendications des anciens combattants Rwenzuru de la composante Nalu.

A partir de juillet 2008, les ADF tentent de relancer des négociations avec le gouvernement ougandais, qui se dit prêt à entamer un dialogue et débloquer des fonds.⁶⁴ Du fait de la rébellion du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), ces discussions restent en suspens jusqu'au second trimestre 2009. Les négociations démarrent finalement en août 2009⁶⁵ mais n'aboutissent pas, le gouverne-

ment ougandais estimant que ses interlocuteurs ne cherchaient qu'à s'enrichir via ces pourparlers.⁶⁶

Les ADF combattent en RDC : les opérations Rwenzori et Radi Strike

Le 25 avril 2010, l'attaque du camp militaire de Niyaleke, près de Beni, par une coalition ADF et Maï-Maï relance les opérations contre les ADF dans les territoires de Beni et Lubero.⁶⁷ Le 25 juin, les FARDC déclenchent l'opération Rwenzori. Présentée comme une action unilatérale,⁶⁸ elle est préparée par les FARDC en collaboration avec la Monusco.⁶⁹ Cette offensive permet aux troupes congolaises de prendre plusieurs camps des ADF⁷⁰ ainsi que de couper plusieurs de leurs lignes logistiques.⁷¹

Les affrontements entre FARDC et ADF se caractérisent par des atteintes aux droits de l'homme de la part des deux parties et le déplacement de près de 100 000 individus.⁷² Le 31 juillet 2010, à la veille de la visite du ministre de la Défense à Beni,⁷³ les ADF distribuent des tracts dénonçant les exactions des FARDC.⁷⁴ Ils y accusent aussi le président Joseph Kabila de ne pas respecter des accords qu'il aurait conclus avec les ADF où il les autoriserait à séjourner en RDC en échange de leur non-ingérence dans les affaires congolaises.

En dépit des annonces de victoire faites par le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende,⁷⁵ l'opération Rwenzori continue en 2011. En fait, malgré l'établissement d'une coordination militaire entre les FARDC, la Monusco et l'armée ougandaise à Beni, les opérations anti-ADF s'enlisent : l'armée congolaise subit des revers

⁵⁷ En réponse, le gouvernement ougandais proteste officiellement contre la présence des ADF-Nalu dans l'Est de la RDC et réaffirme son droit à l'autodéfense et de poursuite le 31 mars 2007. « Government demands action against Ugandan rebels in Congo », câble de l'ambassade américaine en Ouganda, 4 mars 2007, révélé par WikiLeaks.

⁵⁸ En août 2007, les FARDC capturent quatre soldats ougandais puis un accrochage entre armées ougandaise et congolaise fait deux morts. Ces incidents concernent la frontière du lac Albert. Pour plus de détails voir le rapport de Crisis Group, *L'or noir au Congo*, op. cit.

⁵⁹ « Oil and Jihad in Central Africa: The Rise and Fall of Uganda's ADF », *Terrorism Monitor*, vol. 5, issue 24, 20 décembre 2007.

⁶⁰ Entretiens de Crisis Group, personnel de la commission d'amnistie ougandaise, Kampala, 7 avril et 10 mai 2012.

⁶¹ Entretien de Crisis Group, membre de la Monusco, Beni, avril 2012.

⁶² Entretiens de Crisis Group, anciens combattants ADF-Nalu, Beni, 15 avril 2012.

⁶³ Le royaume de Rwenzuru ne sera reconnu officiellement par l'Etat ougandais que le 2 septembre 2009.

⁶⁴ « Uganda's ADF rebels seek peace talks with gov't », Xinhua, 29 juillet 2008.

⁶⁵ « Le gouvernement ougandais et les ADF-Nalu se rencontrent sous les auspices de la Monuc », communiqué de presse de la Monuc, 6 août 2009.

⁶⁶ Entretiens de Crisis Group, personnel de la Monusco, Goma, 15 avril 2011.

⁶⁷ « Rapport mensuel, situation humanitaire, Nord Kivu », Bureau de coordination des affaires humanitaires, avril 2010, p. 1.

⁶⁸ « Lettre datée du 15 novembre 2010, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo », Conseil de sécurité des Nations unies, S/2010/596, 29 novembre 2010.

⁶⁹ Entretiens de Crisis Group, représentants des autorités administratives et membre de la Monusco, Beni et Goma, 18 et 22 avril 2012.

⁷⁰ « Beni : les Fardc récupèrent les positions des ADF Nalu après affrontements », Radio Okapi, 10 juillet 2010.

⁷¹ Entretien de Crisis Group, porte-parole de l'armée congolaise, Goma, 22 avril 2012.

⁷² Entretiens de Crisis Group, membre du Bureau de coordination des affaires humanitaires, Beni, 16 avril 2012.

⁷³ « Traque contre l'ADF-Nalu : Mwando Nsimba à Beni », Radio Okapi, 1^{er} août 2010.

⁷⁴ « ADF/Congo relation », tract attribué aux Allied Democratic Forces, 23 juillet 2010.

⁷⁵ « Lambert Mende : «Les FARDC ont tué le colonel Katado de l'ADF/NALU à Beni» », *Le Potentiel*, 4 août 2010.

et les ADF contre-attaquent.⁷⁶ A la fin de l'année 2011, toujours vaincus, les ADF se rapprochent de divers groupes armés et cherchent à se renforcer.⁷⁷

Au début 2012, le groupe lance une attaque infructueuse contre les positions de l'armée congolaise à Mukoko, près d'Oïcha, dans le territoire de Beni, et, le 20 mars, les FARDC et la Monusco annoncent le déclenchement de l'opération Radi Strike. Cette nouvelle action s'avère problématique dès ses débuts et trop courte pour avoir un impact. Alors qu'elle visait à déloger les ADF de leurs bastions,⁷⁸ ce sont ces derniers qui prennent l'initiative.⁷⁹ Au sein de la Monusco, la coopération entre officiers indiens et troupes népalaises se serait avérée difficile.⁸⁰ L'opération s'arrête

le 11 avril 2012 lorsque Joseph Kabila annonce la suspension de toutes les opérations militaires au Nord Kivu à la suite de la rébellion du M23.⁸¹

Par ailleurs, compte tenu de la résistance des ADF au combat, des élections congolaises de novembre 2011 et de la découverte d'hydrocarbures dans l'Ouest de l'Ouganda,⁸² Kampala estime nécessaire de déployer, à la fin de 2011, 1 500 membres des forces spéciales à la frontière de la RDC, à proximité des chantiers des compagnies pétrolières.⁸³

III. DE L'UTILITE DES SOLDATS PERDUS

Bien que les ADF n'aient plus conduit d'attaque sur le sol ougandais depuis 2007, le gouvernement de Museveni présente ce groupe comme une menace islamiste connectée à des réseaux terroristes régionaux et dénonce un axe al-Shabaab/ADF.⁸⁴ Pour Kinshasa, les ADF n'ont, de fait, jamais constitué une menace, tout au plus une gêne du fait de leur proximité avec des groupes armés opposés au régime. L'opération Rwenzori lancée par le gouvernement congolais en 2010 a permis à l'armée de prendre le contrôle de certains réseaux commerciaux entre la RDC et l'Ouganda mais pas de venir à bout de ce groupe. A défaut de représenter une menace réelle, les soldats perdus des ADF sont, pour Kinshasa et Kampala, une menace utile politiquement et financièrement.

A. UNE MENACE ISLAMISTE EN AFRIQUE CENTRALE ?

Grâce à Jamil Mukulu, les ADF-Nalu ont cessé d'être un problème congolo-ougandais pour prendre une dimension internationale en tant qu'élément de la nébuleuse islamiste radicale en Afrique de l'Est. Toutefois, d'une part, il subsiste de nombreuses zones d'ombre sur son passé et ses liens avec les mouvements islamistes radicaux dans la

⁷⁶ En dépit d'un soutien de l'armée ougandaise, les soldats congolais subissent de lourdes pertes lorsqu'ils s'attaquent aux villages de Nadui, Makoyova 1 et 2, dans le groupement de Banande-Kainama. Entretien de Crisis Group, personnel de la Monusco, Goma, 12 avril 2012. Le 1^{er} juillet 2011, les ADF ont attaqué les FARDC à Chuchubo et Makembi et le 29 juillet, elles attaquent la position des FARDC de Bilimani. « Lettre datée du 29 novembre 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité du Conseil créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo », S/2011/738, Conseil de sécurité des Nations unies, 2 décembre 2011, paragraphe 51, p. 27. Selon le porte-parole des FARDC, le 6 juillet 2011, les ADF lancent des offensives coordonnées sur trois positions de l'armée congolaise à Makembi, Tsutsubo et Abyalos. « Attaque des positions FARDC d'Abyalos/Beni », Benilubero online, www.benilubero.com, 7 juillet 2011 ; « Face à des éventuelles attaques des ADF-Nalu à Beni : Le colonel Célestin Ngeleka rassure la population », *L'Avenir*, 22 juillet 2011.

⁷⁷ En novembre 2011, les ADF tiennent une réunion avec des membres des FDLR. En décembre 2011 un groupe de combattants ADF joint le groupe armé du Front de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) en Ituri ; l'année précédente, durant l'opération Rwenzori, le FRPI avait dépêché des hommes pour appuyer les ADF. Dans le même temps, un petit groupe de combattants ADF rejoint les Patriotes résistants congolais (Pareco) de La Fontaine. En janvier 2012, les FARDC affirment avoir arrêté un groupe de 40 personnes cherchant à rejoindre les ADF depuis l'Ouganda, et en février, elles indiquent que quinze personnes ont rejoint le groupe depuis l'Ouganda. Entretien de Crisis Group, membre de la communauté humanitaire, Beni, 17 avril 2012.

⁷⁸ Entretien de Crisis Group, membres de la Monusco et des FARDC, Beni et Goma, 10 et 22 avril 2012.

⁷⁹ « Nouveaux affrontements entre FARDC et ADF/Nalu à Beni », Radio Okapi, 29 mars 2012 ; « RDC : affrontements à Beni entre les FARDC et les rebelles ougandais des ADF/NALU », Xinhuanet, 6 avril 2012.

⁸⁰ Les relations entre militaires indiens et népalais se seraient rapidement détériorées au point que le commandement népalais enjoint les personnels civils des Nations unies présents à Beni de ne plus communiquer directement avec les officiers indiens. Entretien de Crisis Group, personnel de la Monusco et membres

de la communauté humanitaire, Beni et Goma, 14 et 23 avril 2012.

⁸¹ Pour plus de détails, voir le briefing N°91 de Crisis Group, *L'Est du Congo : pourquoi la stabilisation a échoué*, 4 octobre 2012.

⁸² Pour plus de détails, voir les rapports de Crisis Group, *L'or noir au Congo*, op. cit., et *Uganda : No Resolution to Growing Tensions*, op. cit.

⁸³ « WAR: Army on red alert as ADF braces for attack », *Chimpreports*, 9 novembre 2011 et « ADF rebels surround oil wells, 1,500 special forces deployed », *Chimpreports*, 16 décembre 2011.

⁸⁴ « Doubts over Uganda's role in Somalia », BBC, 14 juillet 2010 ; « Investigation: How Kagame, M7 planned war against ADF and FDLR », *Chimpreports*, 14 juillet 2012,

région ; d'autre part, l'islamisme des ADF est sujet à caution, d'autant plus que les autorités ougandaises n'ont cessé de l'associer à différentes menaces islamistes depuis 1995.

1. Jamil Mukulu et l'islam radical

Dès 2001, les Etats-Unis ont inscrit les ADF-Nalu sur la liste des organisations terroristes.⁸⁵ Il faut attendre 2007 et le départ des derniers dirigeants Nalu pour que la conversion à l'islam devienne obligatoire pour les combattants. En tant que chef incontesté des ADF depuis 1998,⁸⁶ Jamil Mukulu a été en contact avec le gouvernement de Khartoum et, depuis, il est soupçonné d'avoir établi des liens avec le mouvement al-Shabaab de Somalie.⁸⁷

Lors de la campagne d'attentats à Kampala en 1998, les autorités ougandaises ont accusé Jamil Mukulu de bénéficier d'un appui financier des services de renseignements soudanais.⁸⁸ S'appuyant sur des liens présumés entre l'ac-

tionnariat soudanais de la Greenland Bank et le régime de Khartoum, les services de renseignements ougandais accusent la Greenland Bank de participer aux réseaux de financement des ADF-Nalu.⁸⁹

Après ses liens avec Khartoum, les autorités ougandaises mettent en avant ses liens avec les nouvelles menaces islamistes dans la région : tout d'abord al-Qaeda,⁹⁰ puis, depuis 2010, al-Shabaab. D'après Kampala, Jamil Mukulu aurait été nommé numéro deux d'al-Qaeda pour l'Afrique de l'Est – ce que ne confirment pas les experts des mouvements islamistes en Somalie.⁹¹ En outre, il serait impliqué dans plusieurs attentats et tentatives.⁹²

Suite aux attentats de 2010 par al-Shabaab à Kampala,⁹³ de nombreux rapports des Nations unies et des services

⁸⁵ Le 12 octobre 2011, le Conseil de sécurité des Nations unies inscrit Jamil Mukulu sur la liste des personnes visées par les sanctions de la résolution 1533, suivi par l'Union européenne le 2 décembre 2012. « Liste des personnes et entités visées par les mesures imposées aux paragraphes 13 et 15 de la résolution 1596 (2005), telles que prorogées au paragraphe 3 de la résolution 1952 (2010) du Conseil de sécurité », Conseil de sécurité, 28 novembre 2011. « Règlement d'exécution (UE) no 7/2012 de la Commission du 5 janvier 2012 modifiant le règlement (CE) no 1183/2005 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposé à la République démocratique du Congo », Journal officiel de l'Union européenne, 7 janvier 2012.

⁸⁶ Une vidéo saisie lors d'un raid de la police kenyane à son domicile de Nairobi le montre dans les monts Rwenzori en 2007. Entretiens de Crisis Group, personnel de la Monusco, Beni et Goma, 14 et 22 avril 2012.

⁸⁷ Harakat al-Shabaab al-Mujahideen, plus connu sous le nom de Al-Shabaab, est une branche combattante de l'Union des tribunaux islamiques (UIC) qui est apparue après l'opération militaire éthiopienne de 2006 en Somalie. Pour plus de détails, voir les rapports Afrique N°147, *Somalia: The Transitional Government on Life Support*, 23 décembre 2008 et N°170, *Somalia: To Move Beyond the Failed State*, 21 février 2011, ainsi que les briefings Afrique N°45, *Somalia: The Tough Part Is Ahead*, 26 janvier 2007 ; N°74, *Somalia's Divided Islamists*, 18 mai 2010 ; et N°87 *Somalia: An Opportunity that Should Not Be Missed*, 22 février 2012.

⁸⁸ Les services de renseignement ougandais soupçonnent un responsable soudanais d'avoir apporté un soutien financier aux ADF lors de la préparation de leur campagne d'attentats en 1998. « Uganda plots to counter Sudanese support to rebels », *The Independent*, the declassified files, 6 janvier 2012. Le 28 mai 1998, 30 suspects dont certains de nationalité soudanaise, ont été arrêtés pour avoir participé au financement de la campagne d'attentats des ADF-Nalu à Kampala en avril 1998. «

Uganda: Security arrest 30 over bomb blasts », *New Vision*, 1^{er} juin 1999.

⁸⁹ « Costly war may be justified – Kiggundu », *New Vision*, 28 juillet 2004. Toutefois, le directeur de la Greenland Bank et ancien directeur de la Banque centrale d'Ouganda, Dr Suleiman Kiggundu, a toujours rejeté les accusations concernant l'utilisation de son établissement pour le financement des ADF-Nalu. « Dr Kiggundu: why my bank was closed », *The Observer*, 25 juin 2008.

⁹⁰ En dépit de plusieurs rapports et articles faisant état de liens entre Jamil Mukulu et al-Qaeda, il est impossible de l'affirmer avec certitude. « Tabliqi Groups in Uganda – the Allied Democratic Forces », Projet de recherche des mouvements islamistes (PRISM), *Islam en Afrique*, vol. 1, no. 4 (août 2006) ; Hans Romkema, Hans Romkema, « Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo », op. cit. ; et « Terrorism in East Africa and the Horn: An Overview », David H. Shinn, University of New Brunswick, *The Journal of Conflict Studies*, vol. 23, no. 2, 2003.

⁹¹ Entretiens de Crisis Group, personnel de la Monusco, Beni et Goma, 14 et 22 avril 2012. Cependant, aucun des experts des mouvements islamistes en Somalie consultés ne confirme cette information. Courriel de Crisis Group, chercheur, décembre 2012 ; entretien de Crisis Group, ancien membre du gouvernement de transition somalien, octobre 2012.

⁹² En 2008, les services de renseignements ougandais annoncent qu'ils ont déjoué un complot des ADF visant le sommet du Commonwealth à Kampala. « Al Qaeda plot to kill Queen foiled », *The Telegraph*, 13 janvier 2008. En 2010, les ADF sont accusés d'avoir fourni un appui logistique à al-Shabaab lors des attentats de juillet 2010. « Uganda army says ADF rebels have expanded links with Somali militants », *The Wall Street Journal*, 3 août 2010.

⁹³ Organisés durant la coupe du monde de football, ces attentats, qui ont fait plus de 70 victimes, visaient des établissements fréquentés par des Occidentaux et étaient des représailles contre le régime ougandais du fait de son implication dans la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom). « Al-Shabab claim Uganda bombing », Al Jazeera, 13 juillet 2010. Pour plus de détails, voir le rapport de Crisis Group, *Somalia: The Transitional Government on Life Support*, op. cit.

de sécurité ougandais et congolais font état de la présence de Somalis au sein des ADF. L'Agence nationale de renseignement congolaise (ANR) signale, par exemple, l'arrivée à Erengeti, à la frontière entre l'Ouganda et la RDC, de dix-huit hommes qui ressemblent à des Somalis et rejoignent les ADF.⁹⁴ Le panel d'experts des Nations unies pour la RDC évoque l'envoi de formateurs somalis par al-Shabaab aux ADF.⁹⁵ Toutefois, cela n'a jamais été confirmé par d'autres sources que les services de sécurité ougandais. Toujours selon ces derniers, les ADF cherchent à recruter au sein des communautés somaliennes de l'Est de l'Ouganda, mais la commission d'amnistie ougandaise a conduit en 2010 et 2011 des missions d'enquête auprès de ces communautés sans succès.⁹⁶ En 2012, Kampala les accuse d'avoir des liens avec des militants pakistanais avant de se rétracter faute d'éléments tangibles.⁹⁷

L'arrestation du fils de Jamil Mukulu à Nairobi en 2011 aurait fait apparaître des liens avec les milieux radicaux islamistes kenyans,⁹⁸ notamment le Centre pour la jeunesse musulmane Kenya (MYC Kenya).⁹⁹ Mais l'existence d'une coopération directe entre al-Shabaab et les ADF reste une hypothèse,¹⁰⁰ d'autant plus que le gouvernement ougan-

dais instrumentalise la menace terroriste islamiste à des fins intérieures et extérieures.

Kampala agite régulièrement le spectre de la menace terroriste contre la communauté musulmane ougandaise, qui se sent ostracisée et soutient majoritairement l'opposition du fait de la lutte contre les ADF-Nalu et du comportement du gouvernement ougandais suite aux attentats de 2010.¹⁰¹ De plus, l'engagement de l'armée ougandaise en Somalie a permis à Kampala de recevoir des aides financières qui couvrent 17,3 pour cent de son budget de défense en 2012.¹⁰² Cette exploitation de la menace ADF vis-à-vis des partenaires étrangers et de l'opinion publique nationale fait partie intégrante de la politique mise en œuvre par le régime de Kampala.¹⁰³

2. La faible empreinte islamiste des ADF

Si les fondateurs historiques des ADF (Jamil Mukulu, Yusuf Kabanda, Sheik Kamoga) sont des musulmans en lutte contre Kampala, ce mouvement ne présente pas les caractéristiques d'une organisation islamiste terroriste telle que décrite par les autorités ougandaises.

D'une part, l'environnement immédiat des ADF ne présente pas d'indices de radicalisation religieuse. En RDC, les communautés musulmanes de Beni et Bunia, parmi lesquelles le groupe a recruté, entretiennent de longue date des relations avec le Soudan et le Kenya mais sans que les organisations musulmanes radicales présentes dans ces deux pays se soient implantées dans ces deux villes con-

⁹⁴ Entretiens de Crisis Group, membre de la Monusco, Beni, 21 mai 2012.

⁹⁵ « Lettre datée du 29 novembre 2011 », op. cit., paragraphe 49, p. 27.

⁹⁶ Entretien de Crisis Group, membre de la commission d'amnistie ougandaise, avril 2012.

⁹⁷ En juin 2012, cinq citoyens pakistanais ont été arrêtés par les autorités ougandaises qui les soupçonnaient d'être en contact avec les ADF. « Uganda arrests five Pakistani terror suspects », *The Wall Street Journal*, 26 juin 2012. Toutefois, les autorités ougandaises ont reconnu ne pas avoir d'éléments d'accusation et les ont transférés à la police kenyane. « Uganda hands suspects Pakistan militants to Kenya », *Chimpreports*, 26 juin 2012.

⁹⁸ « Lettre datée du 12 octobre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité du Conseil créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo », Conseil de sécurité des Nations unies. Hassan Mukulu a ensuite été extradé vers l'Ouganda.

⁹⁹ Lors de son arrestation en 2011, la caution de Hassan Mukulu a été payée par des individus que les autorités kenyanes soupçonnent d'appartenir au MYC. Entretiens de Crisis Group, membre du groupe d'experts des Nations unies sur la Somalie, Nairobi, 6 avril 2012. Le groupe kenyan al-Hijra ou Centre de la jeunesse musulmane Kenya (MYC Kenya) est fondé en décembre 2008 pour être un forum de la jeunesse de la communauté musulmane de Mombasa. Cette organisation est accusée d'être un des principaux soutiens d'al-Shabaab au Kenya. « Report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea pursuant to Security Council resolution 1916 (2010) », S/2011/433, 18 juillet 2011, p. 140-179.

¹⁰⁰ Suite aux attentats de juillet 2010, un responsable des ADF, Ismael Rukwago, a démenti toute participation à ces attaques. « Suicide vest is vital clue after Uganda blasts », Agence France-Presse, 14 juillet 2010.

¹⁰¹ Entretiens de Crisis Group, membre du Conseil supérieur des musulmans ougandais et universitaires, Kampala, 12 mars et 27 avril 2012. Paul Omach, « Democratization and conflict resolution in Uganda », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*, no. 41 (2009), p. 1-20. En 2012, lors d'une visite dans l'Ouest de l'Ouganda, le président Museveni a fait allusion à plusieurs reprises à la menace ADF. « M7 warns : ADF will pay dearly if they attack », *Chimpreports*, 20 mai 2012. De même, il est intervenu, avant de se rétracter publiquement, dans les affaires internes du Conseil supérieur des musulmans d'Ouganda en 2012 en leur demandant de ne pas tenir les élections de leurs représentants. « M7 to Muslim leaders : if you become violent, you will never know », *Chimpreports*, 29 avril 2012. Entretiens de Crisis Group, universitaires et membres de la communauté musulmane, Kampala, 25 et 27 avril 2012.

¹⁰² « Why is Museveni building region's strongest army? », *The Independent*, 9 avril 2012.

¹⁰³ « Intelligence: Security crisis as Uganda faces ADF insurgency », *Chimpreports*, 18 mars 2012 ; « Grounds exist for a rebellion », *The Independent*, 9 avril 2012 ; « Rebels: M7 warns Busoga youth », *Chimpreports*, 20 mai 2012 ; Sarah B. Mason, « The Uganda People's Defense Forces: portraying regional strength while perpetuating internal instability », Georgetown University, 3 novembre 2010. Pour plus de détails, voir Omach, op. cit.

golaises.¹⁰⁴ Créée en 1972, la Commission islamique en République démocratique du Congo (Comico) a noué des liens avec l'Université islamique internationale d'Afrique de Khartoum au milieu des années 1990,¹⁰⁵ mais elle n'a aucune relation avec le Tabligh.¹⁰⁶

D'autre part, les ADF ne s'affichent pas comme une organisation fondamentaliste. Si ses membres ont ouvertement fréquenté certaines mosquées d'Erengeti et Beni, les recrutements récents en RDC ne se font pas en priorité chez les musulmans. Une majorité d'anciens combattants des ADF ayant rejoint le programme DDRRR de la Monusco font état de recrutements forcés ou d'enlèvements indiscriminés.¹⁰⁷ A Goma, les combattants du groupe entretiennent des relations avec deux individus de la mosquée de Birere qui sont impliqués dans des transferts d'armes, de munitions ainsi que des cadres et des recrues en provenance du Rwanda.¹⁰⁸ Mais, comme à Bunia et à Beni, l'islam radical ou proche de celui des ADF semble extrêmement minoritaire.¹⁰⁹ Selon la branche de la Comico à Goma, des prêcheurs radicaux viennent parfois en RDC, principalement via le Rwanda, mais sans avoir de relations avec cette dernière.¹¹⁰

Par ailleurs, les ADF ne se sont pas fait connaître par un prosélytisme particulier auprès de leurs compagnons d'armes – les Nalu – ou de la population congolaise parmi laquelle ils évoluent depuis des années. Dans leurs revendications, il n'est fait nulle mention de l'installation d'un califat ou de l'instauration de l'islam comme religion d'Etat et leurs tracts ne font que très rarement référence à l'islam.¹¹¹

B. UNE MENACE RENTABLE DONC DURABLE

Bien qu'ayant perdu leurs soutiens initiaux et ayant vu leur capacité de nuisance en Ouganda anéantie à partir de 2007, les ADF demeurent en sommeil en RDC jusqu'à l'opération Rwenzori en 2010. Leur implantation en RDC s'est révélée durable non pas grâce à leur nombre ou leur supériorité militaire mais grâce à leur insertion socioéconomique dans le milieu local et l'ambiguïté des opérations militaires censées les déloger. En effet, plus les opérations durent plus les officiers peuvent s'impliquer dans l'économie locale et ses trafics lucratifs.

1. L'ancrage socioéconomique des ADF

Du fait de leur composition, de leur présence dans un territoire riche en ressources naturelles¹¹² et à l'instar de leurs prédécesseurs, les ADF-Nalu se sont insérées dans l'économie transfrontalière depuis leur création. Le mouvement Rwenzururu et la Nalu avaient développé des relations commerciales, notamment avec Enoch Nyamwisi.¹¹³ Lorsque les ADF-Nalu se sont formées, ces relations ont continué. Durant l'opération Mountain Sweep, certains officiers ougandais ont eux aussi été soupçonnés de faire du commerce avec le groupe,¹¹⁴ via leurs alliés congolais, en particulier des éléments du RCD-KML.¹¹⁵ Actuellement, les ADF disposent d'un large réseau de financement dans la région de Beni et Butembo en RDC grâce aux liens qu'ils ont tissés avec les populations locales et au commerce transfrontalier du bois et des minerais au début du corridor nord.¹¹⁶

¹⁰⁴ Entretiens de Crisis Group, représentants de la Commission islamique en RDC, Bunia et Beni, avril 2012.

¹⁰⁵ Entretien de Crisis Group, représentant de la Commission islamique en RDC, Goma, 22 avril 2012.

¹⁰⁶ Entretien de Crisis group, représentant de la Commission islamique en RDC, Goma, 23 avril 2012

¹⁰⁷ Entretiens de Crisis Group, personnel de la Monusco, Beni et Goma, 14 et 22 avril 2012.

¹⁰⁸ Entretien de Crisis Group, personnel de la Monusco, Goma, 22 avril 2012.

¹⁰⁹ La branche de la Comico à Goma entretient principalement des liens avec l'Association des musulmans au Rwanda (AMUR) et la Diyanet işleri Başkanlığı, la Direction des affaires religieuses turque, qui l'aide lors du Ramadan et dans le cadre de festivités religieuses. Elle est aussi en relation avec l'Arabie Saoudite afin de bénéficier des programmes de la Banque islamique de développement. Entretien de Crisis Group, représentant de la Commission islamique en RDC, Goma, 23 avril 2012.

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Seul un tract diffusé en 2012 fait explicitement référence à des passages du Coran.

¹¹² Pour la localisation des camps des ADF, voir annexe B.

¹¹³ Entretiens de Crisis Group, vétérans de l'armée ougandaise et anciens combattants du Rwenzururu, Kampala et Kasese, 26 et 28 avril 2012.

¹¹⁴ Entretiens de Crisis Group, vétéran de l'armée ougandaise et universitaire, Kampala, 28 avril.

¹¹⁵ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, de la communauté humanitaire, anciens combattants des ADF-Nalu et vétérans de l'armée ougandaise, Beni et Kampala, 13 avril et 25 mai 2012. Le Rassemblement congolais pour la démocratie/Kisangani-mouvement de libération (RCD-KML), est un groupe armé qui est apparu à la suite des divisions du RCD à Kisangani en 2000. Il est dirigé par Mbusa Nyamwisi, un nande et frère d'Enoch Nyamwisi, et a été intégré en 2003 au gouvernement de transition. Son dirigeant a été ministre dans les gouvernements de Joseph Kabila de 2006 à 2011 et est un député très critique du pouvoir depuis la dernière élection. Le groupe a une forte base ethnique nande et est actuellement le principal parti politique des territoires de Beni et du Lubero dans la province du Nord Kivu. Pour plus de détails, voir le rapport Afrique N°91 de Crisis Group, *The Congo Transition is Failing*, 30 mars 2005.

¹¹⁶ Dans le réseau de communication de l'Afrique de l'Est, le corridor nord est la voie routière qui permet d'aller de la partie

Des documents trouvés lors de la perquisition au domicile de Jamil Mukulu à Nairobi, en août 2011,¹¹⁷ ont démontré que les ADF seraient impliquées dans le commerce du bois et de l'or – les deux principales ressources de leur zone d'activité.¹¹⁸ Par ailleurs, selon les Nations unies, un Congolais qui commercialisait de l'or pour eux a été assassiné à Erengeti le 13 novembre 2011.¹¹⁹ Dans la zone sous leur contrôle, les ADF imposent une taxe de 300 dollars par tronçonneuse pour la coupe du bois ainsi que des amendes allant jusqu'à 500 dollars pour ceux qui ne s'acquittent pas de cette taxe. D'après les informations recueillies par Crisis Group, tous ceux qui exploitent le bois dans cette zone paient cette taxe, y compris les officiers de l'armée congolaise qui sont impliqués dans le commerce du bois.¹²⁰

Des arrestations en 2011 ont révélé à la fois l'ampleur des réseaux financiers des ADF et l'avantage qu'ils retirent de leur insertion dans le milieu local. En juillet, les services de sécurité congolais arrêtent un Congolais de Beni marié à une proche d'un des commandants des ADF, qui jouait le rôle de contact pour des transferts d'argent depuis le Royaume-Uni.¹²¹ En octobre, deux Ougandais en provenance du Royaume-Uni et soupçonnés d'être en contact avec les ADF sont arrêtés.¹²² Suite à ces déboires, les ADF auraient réorienté leurs filières de transferts d'argent vers Kampala.¹²³

orientale de la RDC jusqu'au port de Mombassa via Kampala. www.eac.int/trade/index.php?option=com_content&view=article&id=113&Itemid=126.

¹¹⁷ « Top Ugandan ADF collaborators arrested », *Chimpreports*, 23 juin 2012.

¹¹⁸ Entretien de Crisis Group, ancien combattants des ADF-Nalu, Beni, 15 avril 2012. « Lettre datée du 21 juin 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo », Conseil de sécurité des Nations unies, S/2012/348, 21 juin 2012, annexe 10, p. 199.

¹¹⁹ « Lettre datée du 21 juin 2012 », op. cit., paragraphe 20, p. 7. Auparavant, le fils de cet homme avait été enlevé par les ADF contre rançon suite à un désaccord commercial. Il s'agit d'une stratégie de pression sur leurs partenaires commerciaux très classique parmi les groupes armés de l'est de la RDC. Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Beni, 14 avril 2012.

¹²⁰ Entretien de Crisis Group, représentants de la société civile, Beni, 14 avril 2012.

¹²¹ Entretien de Crisis Group, anciens combattants des ADF-Nalu, Beni, 14 avril 2012.

¹²² Ces deux Ougandais sont présentés comme issus de la diaspora vivant au Royaume-Uni. Suite à cette arrestation, les ADF attaquent, sans succès, le camp militaire d'Oïcha dans la nuit du 3 novembre 2011, afin de les libérer. « Deux ougandais naturalisés britanniques parmi les ADF/Nalu », *Les Coulisses*, no. 234, 20-30 novembre 2011.

¹²³ « Lettre datée du 29 novembre 2011 », op. cit., paragraphe 61, p. 30.

Jusqu'à l'opération Rwenzori en 2010, les ADF ont tissé des liens commerciaux avec la population locale. Cette cohabitation a été facilitée par leur tendance à ne pas piller – contrairement aux FARDC – mais à acheter les denrées dont ils ont besoin à un prix fixé en dessous de celui du marché.¹²⁴ Grâce à leurs revenus, ils financent aussi des commerces à Beni, Erengeti et Butembo¹²⁵ et se fournissent en produits manufacturés en passant par des intermédiaires qui font les achats à leur place. Toutefois, les acheteurs ne sont pas toujours volontaires : les ADF utilisent aussi parfois les menaces d'enlèvement ou de représailles sur les familles pour contraindre certains à jouer ce rôle.¹²⁶ Dans l'Est de la RDC, ce système d'échanges permet à tous les groupes armés de s'approvisionner et de réinvestir et à certains acteurs économiques locaux de tirer profit de leur présence.¹²⁷

Néanmoins, l'opération Radi Strike rend leur cohabitation avec la population difficile. Ils sont devenus plus méfiants et violents à l'encontre des individus soupçonnés de collaborer avec les FARDC. Une enquête du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) a montré qu'au premier semestre 2012, 40 personnes ont été enlevées par les seules ADF.¹²⁸ Sur l'axe routier menant d'Erengeti à Nadui, les ADF n'autorisent les déplacements qu'entre 9 et 16 heures.¹²⁹ Seules les personnes qu'ils connaissent et qui les approvisionnent sont autorisées à se déplacer en dehors de ces horaires et ils n'hésitent pas à assassiner tout contrevenant.¹³⁰

2. Les FARDC : entre business et opérations militaires

Selon un schéma reproduit dans tout l'Est de la RDC,¹³¹ l'armée congolaise a fait de l'opération contre les ADF une occasion de prédation, et des complicités commerciales

¹²⁴ Entretien de Crisis Group, personnel de la Monusco et membres de la société civile, Beni, 15 avril 2012.

¹²⁵ « Lettre datée du 15 novembre 2010, op. cit., paragraphe 112, p. 34 ; et « Lettre datée du 6 juin 2011, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo », Conseil de sécurité des Nations unies, S/2011/345, 7 juin 2011, paragraphes 28-29, p. 9.

¹²⁶ Entretien de Crisis Group, ancien combattant des ADF-Nalu, Beni, 16 avril 2012.

¹²⁷ Entretien de Crisis Group, universitaire, Leeds, septembre 2012.

¹²⁸ Communication du Haut Commissariat aux réfugiés, Goma, 13 juillet 2012.

¹²⁹ Entretien de Crisis Group, membres de la société civile, Beni, 13 avril 2012.

¹³⁰ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, membre de la communauté humanitaire, membre des FARDC, Beni, 13 et 15 avril 2012.

¹³¹ Voir le briefing de Crisis Group, *L'Est du Congo : pourquoi la stabilisation a échoué*, op. cit.

entre officiers congolais et ADF, y compris avec les autorités locales ougandaises, sont régulièrement évoquées.¹³²

En 2010, l'opération Rwenzori aurait été l'occasion pour les officiers supérieurs de l'état-major des FARDC à Butembo d'intimider les commerçants nande de la ville et de prendre le contrôle du commerce du bois de coupe.¹³³ Alors que les FARDC essayent de reprendre les villages où sont retranchés les ADF, des attaques contre les commerçants de Butembo, que l'armée attribue aux Maï-Maï et aux ADF, se multiplient.¹³⁴ Pour la société civile, ces attaques contre des véhicules de commerçants transportant de fortes sommes d'argent sont le fait des FARDC et des autorités locales. Elle accuse aussi les FARDC de rançonner les populations lors des opérations anti-ADF.¹³⁵

A l'instar des ADF, les militaires engagés dans l'opération Rwenzori sont régulièrement accusés de s'être tournés d'abord vers ce qui est l'une des plus importantes activités économiques entre la RDC et l'Ouganda : le commerce du bois.¹³⁶ Sous couvert de protection, les FARDC sont soupçonnées d'exploiter du bois dans le territoire de Mambasa, dans la Province orientale,¹³⁷ et de rançonner les exploitants locaux ainsi que des sociétés basées à Beni.¹³⁸

Dans la région, les accusations de collusion des autorités militaires congolaises avec les ADF sont récurrentes. En 2010, le général Kakolele, qui dirige l'état-major des FARDC à Butembo, est signalé à Nairobi, où il aurait tenu une réunion avec des membres de groupes Maï-Maï et des ADF.¹³⁹ Plusieurs membres des ADF arrêtés à Beni puis transférés à Kinshasa ont été libérés après quelques mois,

sur ordre militaire.¹⁴⁰ Les accusations de complicité entre les FARDC, les ADF et l'administration ougandaise de Kasese sont fréquentes.¹⁴¹ Elles sont alimentées par le fait que le commerce du bois entre la RDC et l'Ouganda ne peut pas échapper à la vigilance des autorités ougandaises.¹⁴²

C. EN QUETE D'UNE NOUVELLE STRATEGIE FONDEE SUR LE RENSEIGNEMENT

Après deux ans d'échec de l'armée congolaise, la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL) a envisagé à l'été 2012 dans ses résolutions relatives à la crise du Nord Kivu de déployer une force de 4 000 hommes « pour éradiquer le M23, les FDLR ainsi que toutes les forces négatives opérant à l'est de la RDC et pour assurer le contrôle et la sécurisation des zones frontalières ».¹⁴³ Jusqu'à la prise de Goma en novembre 2012 par le mouvement rebelle M23,¹⁴⁴ cette approche militaire du problème des groupes armés s'appliquait aussi aux ADF. Bien coordonnée avec les armées ougandaise et congolaise, une nouvelle opération militaire pourrait réussir à court terme mais, en raison de l'insertion des ADF dans le milieu local, du relief montagneux et de l'habitude du groupe d'entrer en sommeil, elle serait vouée à l'échec à long terme, comme l'ont montré les offensives de 2010 et 2012.

Alors que, suite à l'évolution de la situation sur le terrain, la CIRGL a abandonné l'idée d'une force qui combattrait tous les groupes armés dans l'Est de la RDC, la lutte contre les ADF ne doit plus être envisagée comme une campagne militaire mais comme une opération de renseignement. Les officiers du mécanisme de vérification conjointe de la frontière qui sont déployés à Goma par la CIRGL devraient porter une attention particulière aux réseaux économiques et logistiques transfrontaliers des ADF et travailler avec le groupe des experts des Nations unies pour produire une étude précise de ces réseaux. C'est sur la base de celle-ci qu'une stratégie de lutte contre ce groupe doit être définie.

¹³² « Mapping conflict motives : Eastern DRC », International Peace Information Service, 4 mars 2008, p. 7.

¹³³ Entretiens de Crisis Group, membre de la Monusco et de la communauté humanitaire, Beni, 15 avril 2012.

¹³⁴ Entretiens de Crisis Group, membres de la Fédération des entrepreneurs au Congo, Beni et Butembo, 14 et 16 avril 2012.

¹³⁵ « Le clergé de Butembo appelle le gouvernement à agir contre l'insécurité », Radio Okapi, 24 novembre 2010, « Nord-Kivu/ Le cri d'alarme du GADHOP au sujet des exactions sur la population de Beni-Lubero », *Le Climat Tempéré*, 15 juillet 2011.

¹³⁶ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile et de la communauté humanitaire, Beni et Goma, 16 avril et 22 mai 2012. Pour une analyse détaillée du commerce régional du bois de Beni à Kampala, voir Romy Chevallier et Marie-Lise du Preez, « Timber trade in Africa's Great Lakes : The road from Beni, RDC to Kampala, Uganda », South African Institute for International Affairs, rapport de recherches no. 11, juillet 2012.

¹³⁷ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile et de la communauté humanitaire, Bunia et Beni, 3 et 12 avril 2012.

¹³⁸ Entretien téléphonique de Crisis Group, opérateur économique, Beni, octobre 2012.

¹³⁹ « Un ancien général du CNDP actuellement à Nairobi : le spectre d'un nouveau feu à l'Est du Congo ? », *Le Millénaire*, 7 juillet 2010.

¹⁴⁰ Entretien de Crisis Group, membre de l'administration locale, Beni, 19 avril 2012.

¹⁴¹ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile et vétéran de l'armée ougandaise, Beni, Kampala, 13 avril et 12 mai 2012.

¹⁴² Le bois d'œuvre exporté depuis la RDC vers l'Ouganda est ensuite exporté vers des pays tiers sous le label produit en Ouganda. Ceci permet de ne pas payer de taxes d'exportation. Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, Beni, 17 avril 2012.

¹⁴³ Décision 12.iii, rapport de la session extraordinaire du comité interministériel de la CIRGL sur la situation sécuritaire à l'est de la RDC, Addis Abeba, 11 juillet 2012.

¹⁴⁴ Lire l'alerte de Crisis Group, « Goma, RD Congo : éviter une nouvelle guerre régionale », 20 novembre 2012.

Ce travail de renseignement conjoint devrait permettre d'identifier les individus engagés dans les réseaux de soutien des ADF, aussi bien en RDC qu'à l'extérieur, et de les inscrire sur la liste des personnes qui appuient des groupes armés. A ce titre, ils devraient faire l'objet de sanctions onusiennes.¹⁴⁵ En effet, le gel des avoirs et l'interdiction de voyager entraveront leur capacité d'effectuer des transferts d'argent, de collecter des fonds à l'étranger et de mobiliser des membres de la diaspora en Afrique et dans l'hémisphère nord. Par ailleurs, ce travail devrait aussi permettre d'identifier les militaires congolais et ougandais complices de ses réseaux et leur identité devrait être communiquée aux autorités de ces deux pays pour des sanctions appropriées.

Entre-temps, Kampala et Kinshasa devraient procéder à des rotations régulières des officiers déployés dans cette région. Tant que ce travail de renseignement n'est pas effectué, aucune opération militaire ne devrait être déclenchée. En outre, depuis 2010, les villageois des zones d'Erengeti et Oïcha qui sont dans l'aire d'implantation des ADF se sont vus interdire de manière arbitraire l'accès à leurs champs par les autorités militaires pour ne pas nourrir ce groupe armé. En raison de l'inefficacité de cette mesure, ils devraient être autorisés à reprendre le travail agricole.

Dans l'attente de la définition d'une stratégie précise de lutte contre les ADF, les combattants qui veulent se rendre devraient pouvoir bénéficier d'un programme de DDRRR. Or celui-ci a été interrompu pour les Congolais par la Monusco faute de financement.¹⁴⁶ Compte tenu du faible nombre de combattants concernés, la mission onusienne devrait prendre contact avec un bailleur pour un refinancement, ce qui permettrait d'offrir une perspective de démobilisation et de réinsertion pour les membres des ADF n'ayant pas commis de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

IV. CONCLUSION

Acculés dans les monts Rwenzori, les ADF sont une menace utile tant pour les FARDC que le gouvernement ougandais, avant d'être une menace islamiste tapie au cœur de l'Afrique centrale. Loin d'avoir défendu la cause des musulmans ougandais, les ADF forment une rébellion per-

due aux confins de la RDC et de l'Ouganda, évoluent désormais sur le mode de la survie et mènent une guérilla résiduelle dans une zone frontalière difficile d'accès. Instrumentalisés, vaincus, oubliés et ré-instrumentalisés, sans soutien populaire ni agenda politique réel, les soldats perdus des ADF démontrent que, dans l'Est du Congo, les groupes armés ne durent pas parce qu'ils sont particulièrement combattifs et astucieux mais parce que la pauvreté est massive et l'Etat déficient. Leur force et leur mode de fonctionnement requièrent une nouvelle approche plus policière que militaire.

Nairobi/Bruxelles, 19 décembre 2012

¹⁴⁵ Les personnes et entités qui soutiennent les groupes armés en RDC sont susceptibles de faire l'objet de sanctions onusiennes ciblées (gel de leurs avoirs et interdiction de voyager). Voir la résolution 1533, Conseil de sécurité, S/RES1533, 12 mars 2004 et la résolution 1596, Conseil de sécurité, S/RES/1596, 18 avril 2005, paragraphes 13-16, p. 4-5.

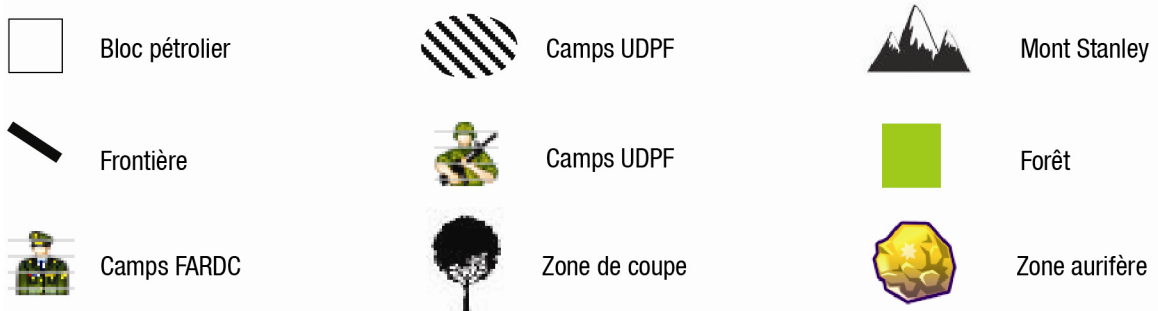
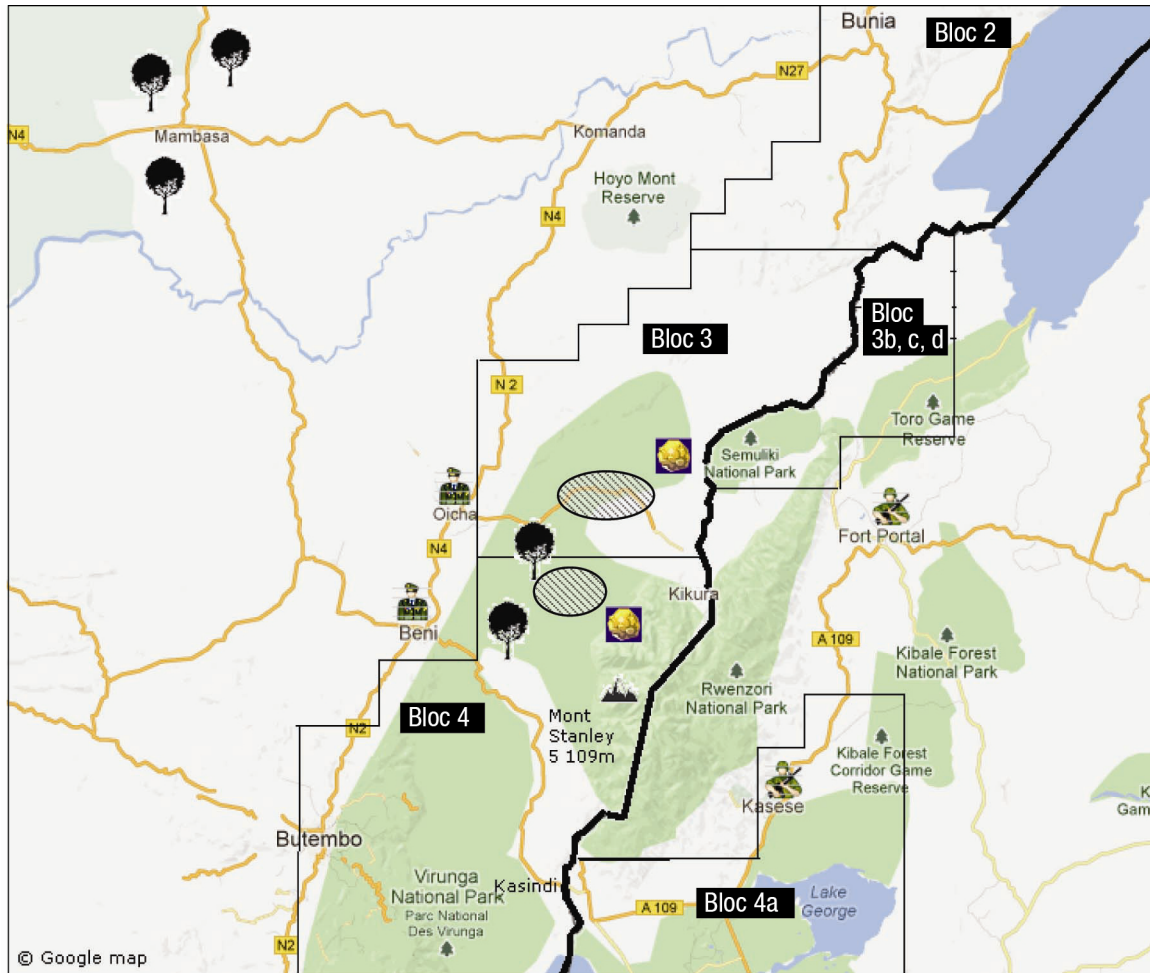
¹⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, membres du programme DDRRR de la Monusco, Kampala, Beni et Goma, 12 mars, 13 avril et 25 avril 2012.

ANNEXE A
 CARTE DE LA REGION



ANNEXE B

CARTE DE LA ZONE D'ACTIVITÉ DES ADF-NALU



ANNEXE C

LISTE DES ACRONYMES

ADF	Allied Democratic Forces, Forces démocratiques alliées
AFDL	Alliance des forces démocratiques de libération
Amisom	African Union Mission in Somalia, Mission de l'Union africaine en Somalie
AMUR	Association des musulmans au Rwanda
ANR	Agence nationale de renseignements (congolaise)
APR	Armée populaire de résistance
CIRGL	Conférence internationale pour la région des Grands Lacs
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
Comico	Commission islamique du Congo
DDRRR	Désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
HCR	Haut Commissariat aux réfugiés
LRA	Armée de résistance du seigneur
M23	Mouvement du 23 mars
Monuc	Mission des de l'organisation des Nations unies au Congo
Monusco	Mission de l'organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
MRC	Mouvement révolutionnaire congolais
MULA	Armée musulmane de libération de l'Ouganda
MYC Kenya	Centre de la jeunesse musulmane, aussi dénommé al-Hijra
Nalu	National Army for the Liberation of Uganda, Armée nationale de libération de l'Ouganda
RCD-KML	Rassemblement congolais pour la démocratie-Kisangani-mouvement de libération
RDC	République démocratique du Congo
UFFM	Uganda Freedom Fighters Movement, Mouvement des combattants ougandais pour la liberté
UIC	Union of Islamic Courts, Union des tribunaux islamiques (Somalie)
UPDF	Ugandan People's Defence Force, Force populaire de défense de l'Ouganda
UMSC	Ugandan Muslims Superior Council, Conseil supérieur des musulmans ougandais
WNBF	Front de la rive ouest du Nile

ANNEXE D

CHRONOLOGIE DES MOUVEMENTS ARMES A LA FRONTIERE CONGOLO-UGANDAISE DE 1962 A 2012

15 août 1962 – Déclaration d'un Etat indépendant de Rwenzururu. Isaya Mukirana est nommé souverain des Bakonzo et Baamba. Arrestation des chefs Bakonzo.

30 juin 1963 – Création du royaume de Rwenzururu et couronnement d'Isaya Mukirana.

28 août 1966 – Mort de Isaya Mukirana, le premier dirigeant du mouvement Rwenzururu.

19 octobre 1972 – Nomination de Charles Wesley Mumbere Irema-Ngoma Willingly, en exil aux Etats-Unis, comme souverain des Bakonzo.

15 août 1982 – Fin des hostilités du Rwenzururu et nomination de Charles Wesley Irema-Ngoma Willingly comme chef des anciens du district de Kasese.

1986 – Création de la Nalu par Amon Bazira.

5 juillet 1991 – Mort d'un dirigeant du Rwenzururu dans un accrochage entre la Nalu et l'armée ougandaise.

22 mars 1991 – Affrontement entre la police et des membres du Tabligh à Kampala. Ces derniers, menés par Jamil Mukulu, sont emprisonnés.

1992 – Attaque de Kasese par les Nalu qui prennent la ville durant quelques jours.

21 août 1993 – Assassinat de Amon Bazira à Nakuru.

1993 – Libération des chefs du Tabligh qui s'installent dans l'Ouest de l'Ouganda, à Hoima.

1994 – Création du Mouvement des combattants ougandais pour la liberté (UFFM) par les membres du Tabligh. Ils reçoivent un soutien de Khartoum via l'ambassade soudanaise à Kampala.

Février 1995 – Destruction du camp de l'UFFM de Hoima par l'armée ougandaise, le mouvement s'exile à Bunia, en RDC.

Septembre 1995 – Création des ADF-Nalu.

13 novembre 1996 – Attaque du poste frontière de Mponwe et incursions dans

les districts de Kabarole, Bundibugiyi et Kasese.

Février à novembre 1997 – Attaques de localités ougandaises proches de la frontière (Mwenge, Kabereere, Nyamugasana, Kasese, Kijura, Butama, Bushenyi).

4 avril 1998 – Attentat à Kampala, cinq morts.

8 juin 1998 – Attaque de l'école technique de Kitchamba, dans le district de Kabarole ; enlèvement de 100 écoliers dans le district de Hoima ; attaque à la grenade à Kampala.

1er avril 1999 – Fermeture de la Greenland Bank.

27 octobre 1998 – Nomination de Jamil Mukulu comme chef des ADF-Nalu.

9 novembre 1999 – Début de l'opération Mountain Sweep.

9 décembre 1999 – Attaque de la prison de Katojo, les ADF-Nalu libèrent 360 prisonniers accusés de terrorisme par les autorités ougandaises.

6 avril 2001 – Prise du quartier général des ADF-Nalu en RDC par l'armée ougandaise.

Juin à octobre 2001 – Alliance des ADF-Nalu avec l'Armée populaire de résistance (APR) de Kakolele puis le Rassemblement congolais pour la démocratie Kisangani-mouvement de libération (RCD-KML) de Mbusa Nyamwisi.

Décembre 2005 – Opération North Night Final de l'armée congolaise soutenue par la Monuc contre les bases des ADF-Nalu.

Mars 2007 – Série d'accrochages entre l'armée ougandaise et les ADF-Nalu dans le district de Bundibugiyi.

29 mars 2007 – Protestation officielle du gouvernement ougandais contre la présence des ADF-Nalu dans l'Est de la RDC.

4 décembre 2007 – Reddition de sept dirigeants historiques de la Nalu et de 200 combattants.

14 janvier 2008 – Attentat supposé à la bombe déjoué contre le sommet du Commonwealth à Kampala par les ADF.

17 mars 2008 – Reconnaissance officielle du royaume de Rwenzururu par le gouvernement ougandais.

18 au 20 août 2009 – Négociations infructueuses entre ADF et gouvernement ougandais à Kisangani en RDC.

24 juin 2010 – Lancement de l'opération Rwenzori par l'armée congolaise.

28 juin 2010 – Attaque de la localité de Mutwanda, à 50 kilomètres à l'est de Beni par les ADF.

11 juillet 2010 – Attentat à Kampala par al-Shabaab, 74 morts et 65 blessés.

29 mars 2011 – Attaque par l'armée congolaise de la base ADF dans la localité de Makoyova 1, située à environ 60 kilomètres au nord de la ville de Beni.

2 avril 2011 – Contre-attaque des ADF sur Makoyova 1.

6 avril 2011 – Attaques de l'armée congolaise sur les localités de Makoyova 1 et 2 et Nadjui.

6 juillet 2011 – Attaques des positions de l'armée congolaise par les ADF à Abyalos, Makumbi et Tsutsubo, dans le groupement de Bambusa-Kisiki, dans le territoire de Beni.

3 novembre 2011 – Attaque des ADF contre le camp de l'armée congolaise de Mukikira, situé dans la cité d'Oïcha.

16 décembre 2011 – Déploiement des forces ougandaises près des champs pétrolifères en prévision d'une attaque des ADF.

18 janvier 2012 – Attaque de l'armée congolaise contre les ADF dans la localité de Mukoko, au nord d'Oïcha.

20 mars 2012 – Lancement de l'opération conjointe Radi Strike entre l'armée congolaise et la Monusco.

11 avril 2012 – Fin de l'opération Radi Strike.

ANNEXE E

A PROPOS DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 130 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits meurtriers.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situés dans des pays à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux décideurs politiques internationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel de douze pages offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans la plupart des pays en conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports et briefings de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Thomas Pickering, un ancien ambassadeur américain. Louise Arbour, ancienne haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et ancienne procureure générale des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, préside Crisis Group depuis juillet 2009.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et dispose de bureaux ou de représentations dans 34 villes : Abuja, Bangkok, Beyrouth, Bichkek, Bogotá, Bujumbura, Dakar, Damas, Dubaï, Gaza, Guatemala City, Islamabad, Istanbul, Jakarta, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Katmandou, Le Caire, Londres, Moscou, Nairobi, New York, Port-au-Prince, Pékin, Pristina, Rabat, Sanaa, Sarajevo, Séoul, Tbilissi, Tripoli, Tunis et Washington. Crisis Group couvre environ 70 pays et territoires touchés ou menacés par des crises sur quatre continents. En Afrique, il s'agit de : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Erythrée, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Madagascar, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, et Zimbabwe ; en Asie : Afghanistan, Birmanie/Myanmar, Cache-

mire, Corée du Nord, Détroit de Taïwan, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizstan, Malaisie, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Turkménistan ; en Europe : Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Géorgie, Kosovo, Macédoine, Russie (Caucase du Nord), Serbie et Turquie ; au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Algérie, Bahreïn, Egypte, Iran, Irak, Israël/Palestine, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Sahara occidental, Syrie, Tunisie et Yémen ; et en Amérique latine et aux Caraïbes : Colombie, Guatemala, Haïti et Venezuela.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Les agences et départements gouvernementaux suivants ont contribué au financement de Crisis Group ces dernières années : l'Agence américaine pour le développement international, l'Agence australienne pour le développement international, l'Agence autrichienne pour le développement, l'Agence canadienne de développement international, l'Agence néo-zélandaise pour le développement international, l'Agence suédoise pour la coopération internationale et le développement, l'Instrument de stabilité de l'Union européenne, la Principauté du Liechtenstein, le Centre canadien de recherches pour le développement international, le Département du Royaume-Uni pour le développement international, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère belge des Affaires étrangères, le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère royal danois des Affaires étrangères, le ministère royal norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, le ministère turc des Affaires étrangères et Irish Aid.

Les fondations institutionnelles et privées suivantes ont contribué au financement de Crisis Group ces dernières années : la Carnegie Corporation de New York, la Fondation Ades-sium, la Fondation Elders, la Fondation Henry Luce, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, la Fondation Oak, la Fondation Radcliffe, la Fondation Stanley, la Fondation The Charitable, la Fondation Tinker Incorporated, la Fondation William et Flora Hewlett, le Fonds Ploughshares, le Fonds Rockefeller Brothers, les Fondations Open Society et Humanity United.

Décembre 2012

International | **Crisis Group**

WORKING TO PREVENT
CONFLICT WORLDWIDE

International Headquarters

149 Avenue Louise, 1050 Brussels, Belgium • Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38
Email: brussels@crisisgroup.org

New York Office

420 Lexington Avenue, Suite 2640, New York 10170 • Tel: +1 212 813 0820 • Fax: +1 212 813 0825
Email: newyork@crisisgroup.org

Washington Office

1629 K Street, Suite 450, Washington DC 20006 • Tel: +1 202 785 1601 • Fax: +1 202 785 1630
Email: washington@crisisgroup.org

London Office

48 Gray's Inn Road, London WC1X 8LT • Tel: +44 20 7831 1436 • Fax: +44 20 7242 8135
Email: london@crisisgroup.org

Moscow Office

Kutuzovskiy prospect 36, Building 41, Moscow 121170 Russia • Tel: +7-926-232-6252
Email: moscow@crisisgroup.org

Regional Offices and Field Representation

Crisis Group also operates out of over 25 different locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

See www.crisisgroup.org for details.

www.crisisgroup.org